

Fukushimá réactions en chaîne



Face à la stupeur et à la perception terrifiante de la catastrophe japonaise on a pu apprécier certaines déclarations de personnalités françaises : de Monsieur Xavier Bertrand qui parlait de l'indécence qu'il y avait à évoquer le nucléaire français alors que l'heure était au recueillement, de Monsieur Allègre qui s'est répandu sur les ondes en se prononçant contre le principe de précaution (sic), ou encore de Monsieur Sorin (Directeur information de la S.F. de l'Energie Nucléaire en France qui, le 28 mars, parlait de quelques personnes irradiées « sans plus ».



Le déplacement de Monsieur Sarkozy en Chine et au Japon va certainement régler le problème. "Nous avons pris des engagements de réduction des gaz à effet de serre. Pour les remplir, il n'y a pas 150 solutions, il y a le nucléaire".

Pendant ce temps-là, on enregistre des hausses record de l'ode radioactif dont la diffusion progresse, en attendant Césium, Plutonium et Compagnie AL (photos journal Le Monde du 31/03/11)

Energie éolienne et action communale

Montdidier, petite commune de la Somme, disposant d'une énergie municipale pour l'électricité, agit d'une façon novatrice : pour anticiper le renchérissement des coûts énergétiques, cette commune a actionné différents leviers : meilleure isolation des bâtiments publics, pose de panneaux photovoltaïques, chaufferie au bois, construction de 4 éoliennes et vente du courant à ERDF. Production de 19 000 MWh sur les 39 000 de la consommation totale. L'objectif étant de protéger les citoyens modestes des coûts trop élevés de l'énergie.

Quand on l'a décidé, même l'impossible devient possible. AMD (Informations Le Monde 15/01/11)

SAGE ORNE-AVAL SEULLES

Les textes du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux Orne Aval Seulles ont été approuvés et votés par la Commission Locale de l'Eau le 25 février 2010 après dix années de travail en commissions et sur le terrain. Le CREPAN était représenté à la CLE par Françoise LOUISE.

Après consultation de M. le Préfet du Calvados, du Comité de Bassin Seine Normandie, des différentes Collectivités locales, des Chambres consulaires, des 238 communes et 86 groupements de communes concernés et des syndicats, entre le 1^{er} avril et le 31 juillet 2011, la CLE du SAGE intégrera après discussion les modifications proposées.

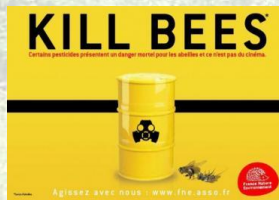
Les textes seront aussi envoyés aux associations de protection de l'environnement et de consommateurs qui pourront donner leur avis lors de l'Enquête Publique qui aura lieu en novembre 2011.

Après l'Enquête publique la CLE du SAGE prendra en compte les différents avis. Les textes du SAGE comprennent: un Règlement opposable à toute personne publique ou privée pour l'exécution de toutes installations, ouvrages, travaux ou activités mentionnées à l'article 214-1 du Code de l'Environnement ainsi que toute activité relevant des Ins-

tallations Classées (art. 214-7 du code de l'environnement). Un Plan d'Aménagement et de Gestion Durable du SAGE. Des Fiches Actions qui sont des recommandations. Ces textes s'imposent aux SCOT, PLU, qui doivent se rendre compatibles. Les textes du SAGE concernent essentiellement :

- La qualité et la quantité de l'eau distribuée, et les moyens d'action,
- L'assainissement et les eaux pluviales,
- Les programmes de mesures,
- La morphologie des cours d'eau, leur entretien, le ruissellement et les moyens de lutte, haies, talus, fossés,
- La protection de la biodiversité, eaux douces, marines et estuariennes, et des migrateurs.
- Les zones humides et les marais arrière littoraux,
- Le littoral, le problème du trait de côte et de la submersion marine.

La mise en oeuvre du SAGE prendra effet au cours du premier trimestre 2012. F.L



Campagne de communication de FNE : un coup de pied dans la fourmilière.

Sortant de son image d'ONG « raisonnable » avec laquelle les acteurs et les décideurs travaillent intensément au quotidien, FNE, notre fédération nationale, a lancé juste avant le salon de l'agriculture une campagne d'affichage dans les couloirs du métro qui a soulevé le tollé de la profession agricole et surtout des responsables au plus haut niveau de l'état. Bruno Le Maire, ministre de l'agriculture, a qualifié cette campagne de « honteuse, scandaleuse », même chose de la part de notre Président .

Que représentaient ces affiches ? Deux affiches sur le rôle des pesticides dans la disparition des abeilles, deux affiches sur les algues vertes, deux affiches sur les OGM. Les visuels (voir le site de FNE), conçus par une agence de publicité, étaient effectivement « interpellants » mais n'est-ce pas ce que l'on demande à de la communication ? Que visions-nous (je dis nous car le CA en séance a voté à l'unanimité favorablement pour cette campagne) ? Nous visions essentiellement des thématiques qui, malgré nos efforts inlassables en et hors réunions, n'avancent pas voire reculent : exemple des abeilles :

malgré nos demandes réitérées de retrait de l'autorisation du Cruiser, produit d'enrobage de semences de maïs, l'autorisation est renouvelée tous les ans. Nous dénonçons depuis le départ, l'insuffisance d'évaluation des risques vis-à-vis des abeilles, nous avons attaqué cette autorisation devant le Conseil d'Etat qui récemment nous a donné raison sur le fond et annulé les autorisations passées mais pas celle en cours. Le Conseil d'Etat se donne un délai de réflexion et pendant ce temps le maïs est semé, choquant, non ?

Exemple des algues vertes : ce problème est récurrent, il est lié sans contestation possible aux excédents d'azote qui arrivent à la mer dans les zones d'agriculture intensive. Ce phénomène est aggravé dans les zones d'élevages hors sol qui dégagent beaucoup d'effluents. Que fait l'état ? Il met

en place un « plan algues vertes » qui consiste essentiellement à ramasser, traiter les algues, de plus des évolutions réglementaires vont permettre de rassembler encore plus de veaux, vaches, cochons ... choquant, non ?

Exemple des OGM : les OGM frappent à la porte de l'Europe et de la France très fortement, les français refusent de consommer des OGM mais une grande partie des élevages français sont alimentés par du soja OGM importé (5 millions de tonnes par an) sans que les français le sachent, choquant, non ?

Cette campagne visait donc bien plus les décideurs que les agriculteurs mais il est effectivement plus facile de renvoyer les gens les uns contre les autres que de traiter le fond des problèmes certes difficiles mais malheureusement réels. Dommage !

Mais les représentants des agriculteurs ne s'y trompent pas, ils connaissent les représentants de notre fédération, le travail de fond fait au niveau national et au niveau local par toutes les associations et les bénévoles qui sont sur le terrain, ils savent qu'ils ne trouvent dans aucune autre structure une capacité et une volonté de travailler et d'avancer avec tous équivalente à la nôtre. Ils savent aussi que nous n'avons pas forcément tort sur le fond, alors continuons à travailler ensemble mais nous avons montré que notre soupape peut sauter de temps en temps et que si cela ne bouge pas suffisamment nous sommes aussi capables de porter le débat haut et fort sur la place publique CJ.